

Dans notre Internationale

Nous apprenons avec joie que nos camarades Ismael Frias et Palacios, dirigeants du Parti Ouvrier Révolutionnaire du Pérou, qui avaient été emprisonnés pour s'être trouvés à la tête des manifestations de Lima contre la présence du vice-président des Etats-Unis, Nixon, dans cette ville, ont été récemment mis en liberté provisoire, après avoir mené une grève de la faim contre leur arrestation et les conditions d'emprisonnement.

Nous apprenons également que les camarades Hugo Gonzales Moscoso et Victor Villegas, dirigeants du Parti Ouvrier Révolutionnaire de Bolivie qui avaient été expulsés de leur pays par le gouvernement Silès lors des derniers mouvements des mineurs boliviens, viennent de retourner dans leur pays et ont repris leur activité normale dans le parti.

**

Depuis de nombreuses années, le mouvement trotskyste en Inde se trouvait divisé en plusieurs groupes et, comme c'est aussi le cas d'autres formations ouvrières dans ce vaste continent, de nombreuses difficultés politiques et matérielles s'étaient opposées à l'établissement d'un centre capable d'unifier l'activité des nombreux trotskystes indiens.

Nous sommes heureux d'apprendre qu'après des efforts persévérants, l'unification vient de se faire pour constituer le Revolutionary Workers Party.

Nous adressons notre salut fraternel à la nouvelle organisation et à tous ses membres, et nous avons confiance que cette mesure permettra une importante progression du trotskysme au moment où l'évolution de la situation en Inde présage de futures grandes crises sociales, en raison de l'incapacité de la bourgeoisie indienne à résoudre les problèmes fondamentaux, et en tout premier lieu le problème agraire.

La Belgique après les élections

Depuis janvier, la Belgique est touchée par les premiers effets importants de la récession américaine. Cinq millions de tonnes de charbon s'accumulent aujourd'hui sur le carreau des mines et le chômage s'étend aux charbonnages et la métallurgie. De grandes usines, comme « les tubes de la Meuse » à Flémalle-Liège ont presque complètement fermé leurs portes. La sidérurgie elle-même est gravement menacée. Actuellement le nombre des chômeurs se situe aux environs de 160.000 contre quelque 90.000 en 1957 à la même époque.

Les travailleurs, après quatre ans de prospérité sont décidés à « refuser le chômage » et à lutter pour garder leur travail. Une grève sur les tas, au fond de la mine vient d'avoir lieu à Jemeppe-sur-Meuse (Liège) dans deux charbonnages dont la fermeture était décidée. Les mineurs voulaient que leur puits reste ouvert et refusaient le transfert dans une autre région ou une réadaptation professionnelle illusoire pour les travailleurs âgés de plus de 35 ans. La direction du syndicat des mineurs F.G.T. (socialiste) très droitier, a ignominieusement trahi la grève après un simulacre approbateur et vient de « se résigner à la fermeture du charbonnage de Kesales. Mais les répercussions de cette lutte peuvent être très vastes et l'héroïsme des mineurs n'aura peut-être pas été vain.

Un dialogue important s'est ouvert en mars entre Renard, leader de l'aile gauche de la F.G.T. et le journal flamand des syndicats chrétiens où un article préconisait la nationalisation des charbonnages. L'aile gauche de la F.G.T. dispose ainsi d'une occasion exceptionnelle d'obliger l'ensemble des syndicats belges à entreprendre une action précise pour la nationalisation ou bien à renier une prise de position, pour les uns, un programme officiel, pour les autres.

Le P. S. n'a nullement profité de l'occasion de dissocier certains ouvriers chrétiens du parti social chrétien (P.S.C.). Il a présenté aux électeurs un programme fort pâle basé avant tout sur le souci de ne pas heurter les partenaires gouvernementaux, les libéraux.

Le résultat fut très significatif: aux élections du 1^{er} juin, le P.S.C. gagna 8 sièges à la Chambre, soit le total des pertes libérales (4), socialistes (2) et communistes (2). Il atteint presque la majorité absolue (104 sièges sur 212) et l'obtient au Sénat.

Le parti libéral a reculé sensiblement: 21 députés au lieu de 25. Le P. C. qui ne présentait plus de candidats que dans 3 provinces sur 9 continue à s'affaiblir, et perd ses deux élus du Borinage et de Charleroi. De 21 députés en 1946,

il est passé à 12, 7, 4 en 1954 et 2 à présent, correspondant à ses suffrages: moins de 2 % du total des votes valables.

Le recul du P. S., bien que léger (moins de 2 % des voix, 84 députés au lieu de 86) a été ressenti vivement par les travailleurs socialistes. Cependant dans certains cantons ce parti progresse, notamment là où le syndicat socialiste poursuit un recrutement actif (le Limbourg charbonnier) ou bien là où le député socialiste sortant était quelque peu gauchisant (Seraing, Saint-Josse dans l'agglomération bruxelloise, etc.).

Après trente-deux jours de consultations, lentes, le P. S. C. vient de faire investir avec l'appui de deux députés libéraux, un gouvernement homogène, orienté franchement à droite malgré quelques projets sociaux comme le relèvement du montant des pensions pour les travailleurs âgés. Mais une tendance assez forte dans le P.S.C. souhaite élargir rapidement ce gouvernement aux socialistes, de façon à les associer au pouvoir l'hiver prochain lorsque la récession provoquera le chômage de 300 à 350.000 travailleurs.

Jusqu'à présent l'aile « gouvernementale-à-tous-prix » du P. S. ne s'exprime pas trop haut et diverses fédérations régionales se sont prononcées pour l'opposition. Les représentants de l'aile gauche du P. S., comme J.-J. Merlot, député de Seraing, réclament l'adoption d'un programme plus radical comprenant la nationalisation des mines et de l'électricité. Si une majorité se dessinait dans le P. S. en faveur de la collaboration avec le P.S.C. une opposition de gauche assez importante se manifesterait. Si le P. S. ne participe pas au gouvernement, les idées de gauche pourraient se répandre plus librement qu'auparavant dans ses rangs et l'aile gauche se renforcerait également.

Toute cette évolution peut être accélérée par les luttes de classes qu'entraînera l'extension du chômage au cours des prochains mois. Quoi qu'il en soit, l'attitude de l'aile gauche de la F.G.T., sa tactique habile à l'égard des syndicats chrétiens, ne peuvent qu'élargir son influence dans l'organisation syndicale et renforcer l'aile gauche du P. S.

Cependant, l'arrivée au pouvoir de de Gaulle et la possibilité d'une victoire décisive de la réaction en France renforcent la combativité des organisations de la bourgeoisie. De même une certaine passivité syndicale face à la récession pourrait décourager une partie appréciable de la classe ouvrière. Mais, sans sous-estimer une telle perspective, il est permis de penser qu'elle n'est pas la plus probable, bien au contraire.

Philippe VAN DAMME.

LES MINEURS BOLIVIENS A L'AVANT-GARDE

De « Voz Proletaria », organe de la Section Argentine de la IV^e Internationale (1^{re} quinzaine de juillet), nous citons les extraits suivants d'un article consacré à la Conférence préliminaire des syndicats mineurs de Bolivie qui eut lieu à Catavi au mois de mai dernier:

Sur le premier point de l'ordre du jour apparut l'énorme force de la révolution bolivienne. Tous les délégués dénoncèrent systématiquement la politique de soumission à l'impérialisme du gouvernement de Siles, les manœuvres de la droite pour former des blocs parallèles dans les syndicats afin de diviser le mouvement ouvrier, et le jeu des Lechin et Torres comme agents de cette politique réactionnaire dans le mouvement ouvrier.

Pour mesurer le caractère du débat il est important de relever quelques aspects de certaines interventions qui montrent clairement la tendance à la lutte pour le gouvernement ouvrier et paysan en Bolivie. Nous nous référons à l'intervention du délégué Cerdenio Vazquez de Catavi qui déclara: « Concrètement nous pouvons dire que les leaders sont les uns conciliateurs et les autres hésitants. Maintenant nous entrons dans une période beaucoup plus difficile. Le gouver-

nement ne peut rien nous donner, car le capitalisme lui-même, en tant que classe, se trouve dans une crise telle qu'il ne peut pas nous donner même une miette de pain. Toutes ses possibilités sont épuisées. Dans ces conditions, la lutte des travailleurs nécessite une autre direction, un autre programme, d'autres méthodes d'action. Nous devons lutter contre le gouvernement, par l'action directe des masses, pour établir un gouvernement des travailleurs... Maintenant il ne s'agit plus de continuer à critiquer. Toute critique a ses limites. Maintenant il faut organiser la lutte de masse des mineurs, des ouvriers d'usine et des paysans pour un nouveau gouvernement révolutionnaire car, sous ce gouvernement du M.N.R., rien n'est plus possible ».

En ce qui concerne la position de la Fédération des Mineurs en face des élections de juillet (il s'agit d'élections générales), ce point de la discussion fut celui où furent le mieux résumées les conclusions politiques de la Conférence, car on y discuta, d'une façon générale, le problème d'aller aux élections comme organisation indépendante, avec ses propres candidats, sans aucune sorte d'alliance avec le M.N.R. et Silès, et qu'il fut en conclusion décidé d'exiger du gouvernement la réforme de la loi électorale

qui interdit aux organisations syndicales d'intervenir dans les élections. Cette tendance est si importante et si ferme que quelques-uns des délégués déclarèrent que si le gouvernement ne modifiait pas la loi électorale, ils proposaient que la C.O.B. établisse des alliances avec des partis de droite ou des partis révolutionnaires. Ceci confirme clairement le caractère particulier que prend la voie de la révolution en Bolivie. Pour montrer ce que fut la discussion sur ce point, nous citons l'intervention du délégué Jesus Murriel qui dit entre autres choses: « Nous savons tous parfaitement que le « co-gouvernement » (1) n'a apporté aucun avantage aux travailleurs. Au contraire, cette formule n'a servi qu'à permettre à la haute direction syndicale de partager la responsabilité gouvernementale avec les réactionnaires, avec un oubli total des travailleurs. Le retour d'Estensoro n'a d'autre but que de tromper les travailleurs et ne va résoudre aucun problème des ouvriers. Nous ne pouvons participer à nouveau sur les listes électorales avec le M.N.R. Nous devons intervenir de façon indépendante avec nos listes propres. Nous devons maintenir l'indépendance syndicale. »

(1) Gouvernement du M.N.R. et de la C.O.B.